

<http://lipietz.net/Le-succes-mitige-des-Verts>

Elections européennes 2004

Le succès mitigé des Verts

- Vie publique - Articles et débats -



Date de mise en ligne : mardi 15 juin 2004

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Si l'on revient trois mois en arrière, le succès des Verts aux élections européennes apparaît quasi inespéré. La majorité des régions, paralysées de la crainte que les Verts soient à 3 ou 4 %, avaient alors choisi l'unité avec le PS dès le premier tour aux élections régionales, et on pariait dans toute l'Europe sur 2 ou 3 eurodéputés pour les Français.

Encore il y a deux mois, après les élections régionales, qui avaient prouvé que les Verts dépassaient la barre des 5% dans toute la France métropolitaine et retrouvaient leurs hauts niveaux de 10% dans leurs régions de bonne implantation (Rhône-Alpes et Bretagne), on hésitait couramment à pronostiquer au-delà de 4 élus. L'absence d'une tête de liste ultra-médiatique et entraînant les autres, comme l'était Dany (Gérard et Hélène pouvant espérer un « plus » pour eux-mêmes, mais sans permettre d'entraîner les autres régions), le charcutage Sarkozy qui fixait des barres apparemment insurmontables, la brièveté de la campagne (en 1999, nous étions entrés en campagne dès novembre), son absence des écrans TV, tout laissait attendre une catastrophe. On hésitait même à présenter des candidats en DOM-TOM !

L'élection de toutes les têtes de liste, sauf dans deux régions où elles n'auraient pas été élues même avec les résultats de 1999, est donc un remarquable succès. Dans la région Centre, Dominique Normand remporte un score plus qu'honorable, et en DOM-TOM, sauf hélas à La Réunion, c'est le triomphe, surtout en Guadeloupe et en Guyane (autonomes aux régionales).

Nous sommes remboursés partout ; nous avons produit un matériel extraordinaire qui pourra nous servir longtemps ; nous avons accéléré le cycle des « Trois heures pour l'écologie », et noué de durables contacts avec les mouvements sociaux ; de jeunes militants se sont formés dans les équipes de campagne, nous avons tenu face au défaitisme et en ne faisant pratiquement qu'une campagne de terrain, qui a attiré de nouveaux adhérents : tout cela doit nous réjouir et devrait nous satisfaire.

Je garde pourtant de notre résultat un triple sentiment d'insatisfaction. Le taux d'abstention est une gifle pour notre campagne « euro-exigeante ». Le résultat global à 7,4% nous rejette à 1/4 du poids du PS, alors qu'en 1999 nous étions à la moitié. Et surtout n'avoir pu obtenir la réélection d'Alima, avec qui j'avais fait campagne en véritable duo. C'est pour moi un véritable déchirement, une sorte de violation de la parité, comme si je me retrouvais amputé ! D'autant que les N° 3 et 4 de la liste, ainsi que les équipes de campagne, n'avaient pas ménagé leurs efforts dans une campagne, à bien des égards, enthousiasmante. En vérité, j'espérais que nous ferions aussi bien qu'en 1999, et je pensais même que l'élection de Dominique dans la Région Centre, de Nicole dans le Sud-Est, étaient à notre portée. Ce triple insuccès étant (comme souvent) amplifié en Ile-de-France, je l'examinerai successivement à l'échelle nationale et à l'échelle de l'Ile-de-France.

Le résultat national

Les résultats français contrastent violemment avec les résultats européens. Alors que partout en Europe (sauf en Allemagne), on voit monter les listes populistes anti-européennes, on assiste au contraire à un dégonflement des eurosceptiques, que ce soit le FN, De Villiers, le PCF, ou les trotskistes. Pour ces derniers (qui avaient fait le double de nos voix à la présidentielle), il s'agit sans doute d'une double et terrible erreur de positionnement : la LCR et LO n'étaient pas compatibles, la ligne « Ni droite ni gauche » a été clairement rejetée par leurs électeurs. Le fait est que les deux « gagnants », à droite et à gauche, l'UDF et le PS, sont clairement étiquetés pro-européens. Quant au PCF, son slogan « L'Europe oui, mais pas celle-là », s'il peut faire sourire, doit être bien lu : le PCF dit enfin oui à l'Europe !

La grande surprise est la victoire écrasante du PS. On peut parler d'un effet du 21 avril, mais il n'était pas si clair au 1er tour des régionales. Ce qui l'a certainement amplifié, c'est bien sûr l'effet même du second tour des régionales, combiné avec le maintien de Raffarin et la brièveté de la campagne : puisqu'il n'y avait pas eu de changement gouvernemental après le second tour, on donnait une troisième claquette, en prenant le bulletin le plus simple, le PS.

À cette cause conjoncturelle s'en ajoutèrent deux autres pour les européennes :

Le changement du mode de scrutin, très mal expliqué, a désorienté beaucoup d'électeurs. Le PS a tenté un coup un peu vulgaire, avec le tract : « Attention, il n'y a qu'un seul tour ! », et, comme aux élections proportionnelles de 1986, ça a marché ! Nous aurions dû répondre à ce tract, y compris dans la profession de foi.

Plus généralement, tous nos « bons résultats » aux européennes sont intervenus avec un PS au pouvoir (mais pas en phase terminale), le vote Vert étant alors une façon de voter une critique non destructrice, comme en 1989 (après sa victoire de 1988) ou en 1999 (après la victoire de 1997). Cette « loi » explique d'ailleurs le succès des Verts allemands, analogue au succès Verts-GE des régionales de 1992. Cet exemple est d'ailleurs intéressant car notre déconvenue d'alors n'est pas sans résonner avec ma déconvenue en Ile-de-France.

En Ile-de-France

Tête de liste dans cette circonscription, je ne peux évacuer mes propres responsabilités. Si, à aucun moment, les différents systèmes de guidage de notre campagne n'ont décelé de faute, et si je n'ai plutôt reçu que des compliments, j'assume évidemment la responsabilité de n'avoir pas déjoué à temps les pièges que je viens d'évoquer, et les suivants. 7,5%, c'est incontestablement un échec, d'autant que l'Ile-de-France avait fait en 1999 le meilleur résultat.

Le rapport Verts/PS est de $7,4 / 28,9 = 0,26$, à l'échelle nationale.

En IdF, il est de $7,5 / 25 = 0,3$, un peu moins du tiers, mais nous sommes habitués à mieux, plus près du score de Paris-Ville : $10,5 / 26,9 = 0,4$.

Ailleurs qu'à Paris, l'écart Verts-PS se recrée. La tête de liste PS, Harlem Désir, a fait une excellente campagne, plutôt à gauche, altermondialiste, et très médiatisée.

Cette surmédiatisation relative du PS a été aggravée par une particularité de la circonscription : elle se réduisait à la région IdF, où le choix de l'alliance aux régionales au premier tour a fait disparaître les Verts depuis la rentrée 2003 jusqu'au mois de mars 2004. Par comparaison, Dany, qui sortait des célébrations de mai 1968, avait commencé avec nous sa campagne européenne en novembre 1998, plus de six mois avant le vote !

Dans les autres circonscriptions où certaines régions avaient fait campagne autonome, on observe une consolidation du vote vert sur la séquence régionales - européennes, extrêmement frappante dans les villes du Nord - Pas de Calais (mais surtout dans les villes intellos ou « métro », on y reviendra), ou en Rhône-Alpes.

Ainsi, à Lille, les Verts obtiennent 14,12% (contre 33,5 au PS) et à la cantonale de Lille-Sud, le même jour, 17%, et ils se maintiennent au second tour (on retrouve là d'ailleurs l'effet « peur du scrutin bizarre à un tour » : l'électeur semble plus audacieux dans un scrutin majoritaire à deux tours que dans un scrutin proportionnel à un tour). En somme, le vote Verts se mûrit, il s'approfondit avec le temps, pour peu que l'on ose systématiquement utiliser toutes les occasions d'autonomie pour faire campagne et attirer de nouveaux électeurs.

La seconde différence est évidemment la concurrence. 28 listes contre 20 en 1999, mais surtout la concurrence de

deux listes sur « nos terres » : celle de Corine Lepage et celle d'Euro-Palestine.

Une de nos erreurs est d'avoir passé plus de temps à contrer la menace d'Euro-Palestine (non sans succès) que la menace Lepage. En fait, on peut dire que cette concurrence « sur notre gauche et sur notre droite » a localement aggravé la déperdition par rapport au PS, essentiellement du côté des banlieues populaires à forte composante maghrébine pour la première, du côté des banlieues pavillonnaires, zones rurales ou quartiers bourgeois pour la seconde. Elle n'a en revanche guère mordu dans nos bastions de la petite bourgeoisie moderne : Montreuil (13%, PS à 27,5%), le X^e arrondissement (17%).

Mais ailleurs, c'est l'horreur. La liste Euro-Palestine, avec pour vedette Dieudonné, fait un malheur dans les quartiers beurs où Alima pensait trouver un soutien. Dans sa propre ville, à Argenteuil (4,1 contre 6,1 pour les Verts), à Sarcelles (où, avec 3,54 nous sommes doublés par Euro-Palestine à 4,13 et par Taubira à 3,9, comme si le vote y était devenu largement communautaire, et c'est à peine mieux dans la commune jumelle de Villiers-le-Bel), et bien sûr à Mantes-la-Jolie (6% pour EP avec pointe à 18% au Val Fourré, contre 5% pour les Verts).

C'est pareil dans tout le nord désindustrialisé de Paris : EP fait 7,75% à Gennevilliers (6% pour les V), et 6,7 à Bobigny (4,3 pour les V), etc. Même aux Mureaux (ville dont le maire est Vert et où Alima et Noël ont fait leur meilleur meeting), les Verts font 6,3% contre 5,15% pour EP. À Trappes, où nous n'avions pas trouvé de salle, EP fait 8,62 contre 4,9 pour les Verts.

Tous nos efforts, ceux du mouvement associatif et de Leïla Shahid (déléguée de l'Autorité Palestinienne), très peu médiatisés, n'ont pu que limiter les dégâts par le « bouche à oreille ». Mais on peut supposer que, sans ces contre-feux que nous avons déployés, le résultat eût été encore pire.

Le vote Euro-Palestine traduit une sorte de cri de rage anti-système, partiellement irraisonné, pas tant « pour » la Palestine, que contre le sentiment de réclusion où se trouve enfermée la population française d'origine colonisée, victime du chômage et du racisme. La figure d'Alima représentait une forme d'intégration républicaine par l'excellence (à l'Université, dans les institutions politiques) qui était la seule voie positive que nous pouvions proposer, mais qui était moins attractive et crédible que le cri de révolte.

Le succès de Corine Lepage (3,6%) pose lui aussi un redoutable problème, que l'on retrouve d'ailleurs dans l'Est où l'absence des Verts en autonomes aux régionales a permis également le retour de l'hydre que l'on croyait terrassée : l'écologie de droite.

Lepage obtient 48% de nos voix, et Waechter 43% (dans l'Est). Le succès de Lepage s'appuie à la fois sur sa notoriété propre (une femme ancienne ministre, vraie environmentaliste, omniprésente pendant les régionales derrière l'UDF Santini, très oppositionnelle à Raffarin) et sur la sociologie de l'Ile-de-France. Elle s'approche dangereusement de notre score en Seine et Marne (3,5 pour 6,1), dans les Yvelines (4 pour 7,2%) et nous dépasse évidemment à Neuilly. En revanche, ni elle ni Euro-Palestine ne nous inquiètent sur Paris (elle : 3,4, EP : 1,5%), mais le total de ces deux électorsats y fait quand presque la moitié du vote Vert !

Aurions-nous pu mieux nous défendre contre Lepage ? Oui, si nous avons osé attaquer sa liste (Yves Lenoir, négationniste de l'effet de serre y était en quatrième position !), et son bilan (nous avons deux ex-ministres dont le bilan est nettement plus brillant). Oui, si nous avons su faire mieux sonner le soutien que nous avaient apporté Nicolas Hulot, Michèle Rivasi, et Allain Bougrain-Dubourg aux « Trois heures pour l'écologie ».

J'ai retrouvé un peu par hasard, mi-mai, le manuscrit de ces trois heures, Natacha et Rachel l'ont sorti en faisant des prouesses, mais il était trop tard pour organiser une conférence de presse avec eux trois ! Le dernier comité de pilotage francilien a décidé de médiatiser l'interdiction des 4x4 pour allumer un contre-feu, mais il était trop tard.

Lepage, elle, ne s'est pas gênée, nous traitant de « gauchisme islamiste, partisans du mariage gay ».

Nous aurons à revenir, dans les années qui viennent, sur le problème de l'écologie de droite, sans nous contenter d'attendre la démonstration régulière de son impuissance au pouvoir. Dans les années 1993-2001, on répétait « Ne pas ouvrir un boulevard à Lalonde et Waechter » pour justifier le choix de l'autonomie chaque fois que possible (proportionnelle, premiers tours). A l'évidence c'était une sage maxime et nous serions avisés de nous y tenir.

En résumé, ces deux listes directement concurrentes, qui ont totalisé à elles deux 5,43%, soit 72% de nos voix (et même, si on rajoute la « troisième écolo » et Taubira, autant que nous !) ont largement rongé notre électorat potentiel, mais de façon très différenciée : peu en zone urbaine bobo, Lepage menaçant du côté (petit) bourgeois établi, Euro-Palestine dans les quartiers en déréliction. On peut supposer qu'en l'absence de cette offre, la moitié de leurs voix (3 à 4%) se seraient portées sur nous, et Alima aurait été élue.

C'est par rapport à cette double concurrence qu'il faut préciser l'explication officielle que, dès le premier soir, m'ont assénée les journalistes : « Vous payez le mariage gay ». Le problème, c'est qu'on ne l'a pas payé aussi nettement ailleurs ! Pour que le mariage gay détourne de nous des électeurs, il faut qu'ils trouvent d'autres « attracteurs » dans notre voisinage.

J'ai tenté de l'expliquer aux journalistes par une image de radio : si, sur la bande FM, on entend un grésillement sur sa station habituelle, on tourne un peu le bouton à droite ou à gauche. Si la bande FM est peu encombrée, on ne trouvera rien, et on restera sur sa chaîne. Si la bande FM est encombrée, le tuner se ralliera à une autre station voisine attractive.

Ce « grésillement » du mariage gay, qui provoquait l'essentiel des altercations sur les marchés, nous l'avons défendu, revendiqué comme un sujet hautement européen. Adopté par le Parlement européen sur rapport de la Verte Claudia Roth en 1994, il s'est imposé chez tous nos voisins du Nord, et demain dans la catholique Espagne. Je l'ai défendu au CNIR d'avril, et à La Mutualité j'ai salué le courage de Noël. Mais, entre la décision d'avril et le passage à l'acte le 5 juin, nous n'avons eu que deux mois pour la pédagogie. Le passage à l'acte a choqué une partie de notre électorat « bon français » qui a trouvé en Lepage une alternative, comme notre électorat maghrébin qui, scandalisé, ne nous écoutait plus. À l'évidence, la direction officielle et officieuse du mouvement n'a pas mesuré le temps de la maturation d'une idée généreuse et profondément correcte, mais qui choquait un certain sentiment du sacré ou de l'institué. Le matériel d'explication est arrivé trop tard, il a fallu improviser jusque fin mai. Dans les milieux intellectuels, on y arrivait.. Voyez le cas Roland Moreno : soutien traditionnel des Verts, il a refusé de nous soutenir à cause de cette question, et a placé sur mon blog [un texte insultant](#). Mais, le 8 juin, un de ses amis m'a dit qu'il avait changé de position. Pour le Beur d'Aubervilliers, ou la marchande de produits bio de Melun, il aurait fallu six mois de plus, au moins.

Cela dit, cette opération a fait avancer les consciences à toute vitesse. Je suis fier d'appartenir à un parti qui ose encore choquer, quitte à perdre des voix, pour faire avancer une idée juste. Je regrette que ce soit la courageuse Alima qui en ait été, indirectement, et par la médiation de la concurrence, la principale victime.

Mais quand, même, ce fut une belle campagne avec un bon résultat !